



Section Belgique-France



4 mai 2015

Rencontre entre Mme Carina Van Cauter, Présidente de la section et S.E.M. Bernard Valero, Ambassadeur de France en Belgique



L'ambassadeur souligne que le groupe d'amitié entre des parlementaires belges et français répond à un besoin mutuel. La Belgique est ainsi le deuxième client de la France avec 30 milliards EUR d'exportation, ce qui est plus que les Etats-Unis et le Canada réunis. La France est également le deuxième investisseur en Belgique et la Belgique 5^e en France. Les liens historiques et géographique expliquent ces liens économiques très forts.

L'ambassadeur rappelle également qu'il y a 70.000 soldats français enterrés sur le territoire belge.

La frontière de 620 km est aussi longue que celle avec l'Espagne, sans les Pyrénées. L'accès est donc extrêmement aisé, y compris pour la criminalité. L'ambassadeur suggère d'ailleurs de détacher un fonctionnaire de police à l'ambassade de Belgique à Paris.

Au niveau de la lutte contre le terrorisme, la Belgique et la France se retrouvent souvent côte à côte.

Concernant la coopération fiscale, l'ambassadeur estime qu'une solution est souhaitable au niveau européen/international. L'ambassadeur estime que la fiscalité est une expression de l'identité nationale, or celle-ci est malmenée.

Il y a 250.000 Français en Belgique et 130.000 Belges en France, ce qui crée un pont très important.

Avec le sommet sur le réchauffement climatique début décembre 2015, l'environnement prend une place prépondérante sur la scène internationale. Ainsi, chaque pays est amené à prendre des engagements sur la réduction des émissions de CO2, ainsi que sur le financement du Fonds Vert pour venir en aide aux pays en développement. La Flandre s'est abstenue pour l'instant de donner un effort chiffré, ce qui déçoit l'ambassadeur. Dans le Pacifique, des Etats entiers risquent d'être rayés de la carte.

Actuellement, il y a un grand projet d'investissement d'un montant de 5 milliards d'euros pour la construction d'un canal de 120 km reliant la Seine et l'Escaut. Le but est de relier dans les 10 ans Courtrai, Gand, Anvers, Paris et le Havre. La moitié des fonds provient de l'Europe. Un autre investissement de taille est la construction d'un tunnel reliant Lyon et Turin, qui est également soutenu par l'UE, car il s'agit d'un projet transfrontalier, qui est bon pour l'environnement et qui pourrait amener un nouvel axe de développement.

Il y a un député français qui réside en Belgique car il a été élu par les Français habitant le Benelux. Il s'agit de M. Philippe Corderie (PS).

Il est convenu d'organiser une réunion de travail entre les Présidents et les vice-Présidents des groupes d'amitié des deux pays, suivie d'un déjeuner à l'ambassade de France à Bruxelles.